

Il n'est bien sûr pas obligatoire que les choses se passent ainsi et, en fait, elles ne doivent pas se passer ainsi. Cependant, rien ne doit être tenu pour acquis. Nous sommes heureux d'entendre le gouvernement affirmer que l'éventuelle aide financière accordée à l'Europe de l'Est ne proviendra pas du budget de l'aide publique au développement (APD); néanmoins, nous craignons l'effet de la réduction de l'enveloppe des affaires extérieures et des dépenses liées à l'aide, compte tenu surtout du fait que le gouvernement a réduit les objectifs d'aide qu'il s'était fixés en 1988 dans son énoncé de politique intitulé *Partageons notre avenir*. Dans le rapport qu'il publiait en 1987 sur l'APD sous le titre *Qui doit en profiter?*, le Comité recommandait que le programme d'aide du Canada soit défini par la loi et assorti d'un financement minimal. À la lumière des pressions récentes, nous croyons que ces recommandations s'imposent plus que jamais. Par conséquent, nous les réitérons et recommandons en outre de légiférer de manière que les fonds de l'APD soient utilisés uniquement dans l'intérêt des personnes nécessiteuses dans les pays en développement.

On aurait cependant tort de donner l'impression que le problème de l'endettement est avant tout affaire de mesures d'aide. En réalité, comme le révèle la figure 1, il s'effectue maintenant un transfert net et croissant de fonds du Sud vers le Nord. Pendant ce temps, les inégalités s'accroissent à l'échelle mondiale. On assiste à une aggravation de la pauvreté, alors que la pression démographique s'accroît, que les atteintes à l'environnement se multiplient et que l'endettement prend des proportions insoutenables. Le fossé qui sépare le Nord et le Sud ne rétrécit pas. Dans les économies de marché des pays développés, le revenu par habitant a progressé en moyenne de 2,4 p. 100 annuellement de 1981 à 1987. En Afrique subsaharienne, le taux de «croissance» enregistré pendant cette période a été de -4,1 p. 100; en Amérique latine et dans les Caraïbes, il a été de -1,6 p. 100. Faut-il s'étonner alors que les Africains et les Latino-américains parlent des années 80 comme d'une «décennie perdue»? Et pourtant, comme nous l'avons signalé précédemment, le service de la dette des pays en développement a représenté trois fois le niveau de l'aide reçue en 1988.

Cette situation doit cesser si nous voulons espérer bâtir un ordre international stable et sûr. Mais pour que s'arrêtent l'exode des ressources du Sud vers le Nord et la perte de débouchés, il faudra une série de mesures intégrées, cohérentes et coordonnées. Les questions de l'endettement, de l'aide et des échanges commerciaux doivent être liées à des réformes fondamentales de l'économie politique mondiale qui permettent de réaliser un développement équitable et durable. Indépendamment de l'échec des stratégies de certains gouvernements débiteurs, la persistance de la crise de l'endettement prouve bien que l'économie mondiale est faussée au détriment de bon nombre des pays les plus pauvres. Nous en payons tous le prix, qu'il s'agisse de transactions et d'emplois perdus, d'impôts